

Arrêté n° 6170 MFT du 17 juillet 2023 portant délégation de signature à Mme Lovina Josserand épouse Joussin, chef de service de la direction du travail par intérim

(NOR : TRA23506288AM-1)

Paru in extenso au journal officiel n°58 N du 21/07/2023 à la page 16020 dans la partie Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle

Version en vigueur au 21/07/2023

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle,
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
Vu l'arrêté n° 400 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle ;
Vu l'arrêté n° 2385 CM du 23 décembre 2010 modifié portant création et organisation de la direction du travail ;
Vu l'arrêté n° 987 CM du 5 juillet 2023 portant nomination de Mme Lovina Josserand épouse Joussin en qualité de chef de service de la direction du travail par intérim ;
Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;
Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;
Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, de la vice-présidente et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à Mme Lovina Josserand épouse Joussin, chef de service de la direction du travail par intérim, à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle, dans la limite de ses attributions, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Art. 2

Mme Lovina Josserand épouse Joussin, chef de service de la direction du travail par intérim, est en outre habilitée à signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle, les actes concernant :

- 1° La gestion des agents placés sous son autorité ;
- 2° L'attribution de congés annuels et autorisations d'absence, à l'exception des autorisations d'absence pour participer aux manifestations sportives, des agents placés sous son autorité ;
- 3° Les notations et propositions de bonification ou de réductions pour les avancements à l'ancienneté des agents du service ;
- 4° Les sanctions disciplinaires, blâme inclus, infligés aux agents placés sous son autorité ;
- 5° Les ordres de déplacement dans la Polynésie française et la prise en charge des frais de transport et de bagages des agents placés sous son autorité ;
- 6° La délivrance de certificats administratifs ;
- 7° L'instruction des demandes d'agrément et d'habilitation, en application du code du travail de la Polynésie française ;
- 8° Le traitement administratif des demandes de dérogation temporaire au repos dominical ;
- 9° L'engagement juridique et comptable, certification du service fait et liquidation des dépenses, contrats et conventions imputés sur le budget de la Polynésie française (BP1) dans les matières relevant de la compétence de la direction du travail ;
- 10° La liquidation et l'ordonnancement des recettes ;
- 11° La gestion des subventions des organisations syndicales des travailleurs reconnues représentatives au niveau de la Polynésie française ;
- 12° La gestion des subventions des organisations syndicales d'employeurs reconnues représentatives au niveau interprofessionnel en Polynésie française ;

13° La certification de caractère exécutoire des décisions, contrats et conventions dans les matières relevant de la compétence de la direction du travail ;

14° Les engagements juridiques et comptables des conventions de formation des agents placés sous son autorité ;

15° Les actes relatifs à l'organisation et la mise en œuvre des formations spécifiques à la direction du travail.

Art. 3

En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service de la direction du travail par intérim, la délégation à l'article 2 précédent, à l'exception des points 3 et 4, est dévolue dans les mêmes conditions à M. Alexandre Agusti, médecin inspecteur du travail et Mme Miriane Lew Fai, chef du bureau des affaires juridiques.

Art. 4

L'arrêté n° 4913 MFT du 19 mai 2023 est abrogé.

Art. 5

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration et de la formation professionnelle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juillet 2023.

Vannina CROLAS.